

**CEREBA , asbl
CENTRE D'ETUDES ET DE
RECHERCHES EN EDUCATION
DE BASE ET POUR LE
DEVELOPPEMENT INTEGRE**

Adresse : B.P.387 GOMA - RDC

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

**Tél. +243 98 67 51 92
+243 81 1609814**

**Bureau : Boulevard Kanyamuhanga,
Avenue des Acacias,
Du Gouverneur n° 99/08
Ville de Goma
Nord Kivu (RDC)**

PLAN QUADRIENNAL D'INTERVENTION POUR LA RECONSTRUCTION DU KIVU EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

I. EXPOSE DES MOTIFS & CONTEXTE GENERAL

Dans l'objectif majeur de mettre fin aux guerres à répétition occasionnant la crise récurrente de la légitimité que connaît la République Démocratique du Congo et dont les conséquences désastreuses ont frappé les populations congolaises, les responsables politiques et les responsables de la société civile, avec l'appui de la Communauté Internationale, ont convenu dans l'accord global inclusif qu'ils ont signé le 17 décembre 2002 à Pretoria en République Sud Africaine, de conduire notre pays aux élections.

Pour concrétiser cette volonté politique, depuis avril 2003, la R D Congo a commencé à se réunifier. Les institutions politiques de la transition ont poursuivi leurs mandats dont les résultats sont plus politiques et militaires que sociaux. La complexité des questions politiques et militaires ayant exigé des efforts au niveau des Chefs politiques et militaires, la prise en compte des questions qui touchent la base dans ses préoccupations socio- économiques a semblé peu pertinente et pourtant, la démocratie se fonde sur les attentes de la base pour orienter les politiques à tous les niveaux.

Dans sa requête de juin 2005, Monsieur l'Abbé Apollinaire Malumalu, Président de la Commission Electorale Indépendante, CEI, avait sollicité au Sénat et à l'Assemblée Nationale la prolongation de la transition pour permettre la tenue des élections¹. « *Une bonne préparation des élections vaut mieux que la tenue des élections* »². Le sénat et l'Assemblée se sont prononcés positivement. Le Référendum Constitutionnel a permis que le Gouvernement soit doté d'une Constitution promulguée au mois de mars 2006. Le premier tour des élections, 30 juillet 2006, vient de rendre disponibles 500 députés nationaux dont 42 femmes. Le 2^e tour se prépare, la cour suprême de justice de la RDC vient de valider la requête de la CEI comptant sur les efforts de la société civile, de la communauté internationale et du gouvernement de transition, il est probable d'aller jusqu'au bout. Il convient de rappeler que depuis 1965, les congolais n'ont pas développé la culture démocratique.

Les lois sont vulgarisées à la base. Mais des confusions sur les questions du contenu de la loi électorale et de la constitution peuvent amener la population à opérer un mauvais choix de ses dirigeants au second tour.

Des questions urgentes qui semblent ne pas attirer l'opinion internationale et pourtant si elles ne sont pas prises en considération, si elles ne sont pas traitées avec délicatesse, elles risqueront de compromettre le processus en cours en R D Congo. Il s'agit de la présence des armes à feu d'entre les mains des populations civiles. Cf ; Rapport d'enquête de Human Righ Watch Novembre 2004, les micros baladeurs de la radio Okapi en décembre 2004 à Nyabiondo, le Rapport de la Société Civile Nord – Kivu, *Le Nord- Kivu à la dérive*, le rapport d'enquête de la MONUC à la quelle CEREBA avait été associé en Janvier 2004 en territoire de Rutshuru. Il s'agit de la prévalence du taux d'analphabétisme renfermant d'autres formes d'ignorances qui entraînent le désintéressement des paysans au second tour processus électoral en R D Congo, la sous information des populations rurales sur le processus électoral en R D Congo, la non insertion socio économique des victimes des violences sexuelles et porteuses du VIH – SIDA et le délabrement des habitations des paysans affectés par des guerres militaires depuis 2004.

Ce plan stratégique triennal pour la Reconstruction du Kivu est une contribution que la société civile Nord- Kivu sollicite à ses partenaires notamment ActionAid International RDC pour résoudre d'une façon rapide et solide les questions ci-dessous reprises et détaillées.

¹ Décision voir Annexe : 7.8.

² Déclaration de l'Abbé Malumalu, le 25 mars 2004, à Hale de la Gombe à Kinshasa, Assises ARCO 2004. « Au micro de Fofolo RACOU- FM.

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

<http://www.cereba.populus.ch>

+243 81 16 09 814

Tél. +243 98 67 51 92

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga, Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08, Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

1.1. Des questions relatives à la violence faite aux femmes et le VIH /SIDA au Nord- Kivu

Depuis 2002, CEREBA lance des cris d'alarme sur la situation des femmes et filles victimes des violences sexuelles au Nord- Kivu. Quelques organisations ont été sensibles et ont pris en compte cette question (SOPROP avec l'appui de l'IRC / Bukavu, DOCS- Goma, la Synergie Pole Institute avec l'appui de l'UNICEF). Ces interventions au départ, non concertées et menées en milieu urbain et pourtant des cas de violences sexuelles sont vécus dans la plupart, en milieu rural, n'ont pas tellement réussi à cause de chevauchement.

CEREBA, en 2002, première organisation de la société civile en Territoire de Rutshuru à se payer l'ordinateur, va très vite systématiser son intervention vers les victimes et les femmes à quatre niveaux :

- Identification des victimes et auteurs des violences sexuelles faites aux filles et aux femmes.
- Sensibilisation des femmes sur leurs droits et sensibilisation des autorités locales dans la considération de cette problématique.
- Accompagnement des victimes des violences sexuelles au moyen de counseling.
- Transfert des victimes à haut risque aux organisations de Goma (DOCS et SOPROP).

Des rapports d'activités étaient transmis à la conseillère du CEA (Conseil Economique d'Afrique) qui va considérer le besoin de renforcement des capacités des animatrices du CEREBA en matière des droits des femmes, *gender et développement*. Elle va motiver la participation du CEREBA dans l'atelier organisé par CAGED, la Francophonie- Afrique, Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme / Afrique, le CEA à Ouagadougou en octobre 2003. A cette occasion, CEREBA représenta la République Démocratique du Congo dont la Ministre n'était pas présente aux assises.

En 2004, dans le souci d'harmoniser les interventions et échanger les informations autour des violences faites aux femmes, les organisations de la Société civile, les organisations internationales et onusiennes se regroupent dans une structure ponctuelle dénommée « Commission Violences Sexuelles », CEREBA en est membre. L'opportunité des uns et des autres sera à la base de l'inefficacité des interventions au tel point que la réinsertion socio-économique des Victimes des Violences Sexuelles et surtout Porteuses du VIH / SIDA ne sera pas prise en compte.

CEREBA a informé des partenaires Amnesty International, la MONUC, OCHA, ActionAid International et COFD pour focaliser leurs interventions vers les Victimes des Violences Sexuelles. CCFD-TV, CCFD- Journal le Monde ont médiatisé la question des violences faites aux femmes. Des échos sont entendus et il ne reste que des appuis concrets. Très récemment , ActionAid International RDC, a associé CEREBA à l'atelier sur le Plaidoyer et Campagne sur l' Education et Violences Sexuelles faites aux filles scolaires au Sénégal.

Selon le rapport du CEREBA sur les violences faites aux femmes depuis mi 2005, CEREBA a déjà identifié au total 257 victimes dont 68 porteuses du VIH / SIDA en Territoire de Rutshuru et Masisi. 189 à Rutshuru et 68 à Masisi. Seules 39 ont été référées aux hôpitaux de Goma (DOCS et SOPROP) pour assistances thérapeutiques (médicales).

Ces femmes découragées malgré le counseling de nos animatrices ne s'inquiètent pas de questions de processus en cours en République Démocratique du Congo et n'espèrent à rien et n'attendent que la mort, estiment-elles. Pour faciliter l'insertion socio-économique de ces femmes, CEREBA pense à l'artisanat qu'il développe (coupe-couture, tricotage, broderie, art culinaire, jardins potagers et la peinture). Pour les porteuses du VIH / SIDA, la culture de la spiruline et champignon, aliments très nutritifs et qui donnent la force aux malades est très nécessaire.

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

Tél. +243 98 67 51 92

<http://www.cereba.populus.ch>
+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

Actuellement, CEREBA membre de la sous-commission Monitoring au sein de la Commission de Lutte contre les violences sexuelles à l'Est de la RDC basée à Goma. A Rutshuru, CEREBA est le point focal de cette commission où il travaille dans un programme conjoint financé par la Coopération Canadienne.

1.2. « Des questions relatives à l'alphabétisation et structuration du Réseau REFLECT »

Si au cours de l'année passée, le retard de l'identification et enrôlement dans le ville de Kinshasa a été dû à la non maîtrise de l'informatique, il n'en était pas de même lors du référendum constitutionnel et lors du premier tour des élections. La problématique majeure se situe au niveau de l'analphabétisme. Plus de 5% des bulletins de vote ont été déclarés nuls et blancs à cause de la non maîtrise de la procédure électorale et l'analphabétisme.

La question de l'analphabétisme avait été prise en compte dans le premier projet ActionAid International – RDC et CEREBA en 2005 où l'innovation « alphabétisation et Election a été à la UNE dans les activités AAIRDC- Alpha Ujuvi- CEREBA – AFDI. Dans ce plan stratégique, l'appui technique du CEREBA consistera à faire une cartographie de l'alphabétisation car elle n'existe pas en RDC. De plaider pour l'insertion d'une section ANDRAGOGIE et DEVELOPPEMENT au secondaire pour produire des alphabétiseurs assistants sociaux professionnels sur le marché. De plaider pour un département de l'éducation des adultes au niveau du Gouvernement. De former des praticiens du REFLECT et structurer un réseau REFLECT en RDC. Ce secteur abandonné par l'Etat congolais depuis les indépendances mérite aussi d'être organisé. Education non formelle des Jeunes et des adultes en République Démocratique du Congo est abandonnée. CEREBA a fait une proposition au Ministère des Affaires Sociales dans ce qu'il a appelé « *Plaidoyer pour l'andragogie et le développement en République Démocratique du Congo* », 2003. Le suivi de ce travail et l'intégration des centres d'alphabétisation de la société civile au sein de la fonction publique pour la prise en charge des salaires des alphabétiseurs méritent également un appui des partenaires pour pérenniser les acquis des autres programmes même après les élections. Pour arriver, la société civile / Cereba compte impliquer les députés à tous les niveaux.

Par ailleurs, l'expérience du CEREBA de 2000-2005 a permis de rapprocher l'analphabétisme et les problèmes liés à la production, conservation, commercialisation, transformation et consommation des produits agricoles. Ce permet de définir une approche de lutte contre la pauvreté. Lors des évaluations, CEREBA a découvert la cause de la non participation des femmes dans la gestion de la chose publique, la non participation citoyenne. Au cours des différents échanges d'expérience au niveau national et régional, CEREBA a conclu que l'intégration de la citoyenneté, de la participation, de l'éducation civique dans l'alphabétisation était l'unique solution pour arriver à la vraie démocratie dans les pays dits en voie de développement.

Avec CCFD – MAE / COGEL, un projet d'échange d'expérience entre les professionnels de l'alphabétisation dans la sous-région des Grands Lacs avait été élaboré, défendu, priorisé et financé mais non exécuté faute de la disponibilité de la Coordinatrice de la COGEL / Kigali en 2005. CEREBA a multiplié des études autour de cette problématique par des conférences, mobilisation d'autres acteurs et jusqu'à mois d'avril, avec l'appui de l'Action Aid, la collaboration de la Commission Electorale Indépendante, la maquette de la publication « *Précis de l'éducation civique et électorale : Formation aux apprenants du système éducatif non formel de la République Démocratique du Congo* » a été disponible, des modules en plus de 850 copies ont été dispatchés. Ce document non seulement il est le premier au Nord- Kivu qui s'adresse à cette catégorie de personnes, mais aussi, il est la première référence de la CEI / Nord- Kivu et sert aux autres bureaux de la CEI au niveau national. Il est également riche tellement qu'il ne peut pas être périmé. Il est actuel.

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

Tél. +243 98 67 51 92

<http://www.cereba.populus.ch>
+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

La multiplication de ce document, sa traduction en Kiswahili, langue adoptée par les participants à la conférence régionale pour la paix, la sécurité et le développement des pays des Grands Lacs, la formation des utilisateurs de ce document, sa distribution aux centres d'alphabétisation sont des activités qui nécessitent l'appui des partenaires. Pour ce faire, les questions de bonne gouvernance, de la démocratie, de la nationalité, d'identification / enrôlement, du référendum constitutionnel, de la constitution et de l'électorat doivent être maîtrisées par les populations analphabètes qui se regroupent au sein des cercles d'alphabétisation estimés à plus de 557 (cf. Rapport du CEREBA, 2004 -25005) et dont les éducateurs sont estimés à 1508. N'est-ce pas là, une façon pour les partenaires de contribuer à l'aboutissement du processus électoral en République Démocratique du Congo ?

1.3. Des questions relatives à la participation citoyenne et bonne gouvernance.

Des programmes de lutte contre la corruption, de l'appropriation du contenu de la constitution et d'autres lois du Pays sont au centre de renforcement de la participation citoyenne.

Le nouveau gouvernement sera élu, mais il ne sera pas une question magique pour que la mentalité par rapport à l'éthique des congolais change. Certes, il faut une éducation par objectif.

Un travail de fond ayant été réalisé par la Commission d'éthique et Lutte contre la corruption et CEREBA responsabilisé à répercuter le message, ce programme visera à multiplier les supports conçus pour cette fin et former des responsables.

Un réseau dénommé « *Tradition de Paix, Wangebe Souffle de Vie* » partenaire de l'Institut de la Vie de Bruxelles est coordonné par SOCIDEC et CEREBA. Des activités relative à la participation citoyenne et bonne gouvernance y sont développées. www.wangebe.populus.org

1.4. Des questions relatives à la mobilisation des masses paysannes par le pluralisme médiatique de proximité / Radio Rurale RACOU – FM/ CEREBA.

Dans un monde analphabète, où plus de 2200000 personnes ne savent ni lire ni écrire, seule la radio peut faire passer l'information. Le Nord- Kivu compte environ 25 initiatives des radios rurales que ARCO (Association des Radios Associatives Communautaires) coordonne par CEREBA. Les bassins d'écoute de ces radios étant encore au niveau de moins de 30 % de la population du Nord- Kivu, pendant que la radio OKAPI n'atteignait que 20 % avant d'être relayé par la RACOU- Fm, des efforts non négligeables sont nécessaires. Seules les chaînes internationales (RFI, BBC, DW et VOA) étaient suivies à 98 % sur toute l'étendue de la République Démocratique Congo en ondes courtes. Or, ces radios ne prennent pas en considération la proximité.

Les bailleurs et/ ou partenaires du Cereba, en appuyant la réhabilitation du studio, du pylône de la RACOU, FM et son Exter FM, auront fort contribué au désenclavement du Territoire de Rutshuru et Lubero- Sud Est. RACOU FM qui est la première radio rurale dans la Zone jadis contrôlée par le RCD / Goma. La construction du studio et du pylône et acquisition des équipements World Space une fois assurées vont contribuer à l'élargissement de l'auditoire de la RACOU. Par ces canaux, l'éducation civique, électorale, participation civique, développement et pacification citoyenne seront maîtrisés par les paysans.

Pour y arriver, la production d'émissions par CEREBA et la distribution des émissions sur cassettes / CD aux autres radios rurales seront réalisées et les partenaires faciliteront la société civile qui n'était qu'au niveau institutionnel « cadre » à s'approcher effectivement de la base qu'elle est sensée représenter.

Ceci est un effet multiplicateur par excellence dans la mesure où RACOU - FM est sollicitée non seulement par les 120 radios rurales de la République Démocratique du Congo, mais aussi par les chaînes internationales dont BBC et RFI. Par sa collaboration avec le représentant de l'OMAC (Organisation des

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

Tél. +243 98 67 51 92

<http://www.cereba.populus.ch>
+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

Medias en Afrique Centrale) basée au Burundi, il est également facile de renforcer la cohabitation entre les populations frontalières des pays voisins de la République Démocratique du Congo.

Ces canaux d'information faciliteront la réussite de tous les programmes contenus dans le présent plan stratégique.

Par ailleurs, sachant qu'il existe au niveau e ActionAid International des stratégies telles que « *Working with the medias* », CEREBA veut rendre disponible des espaces médiatiques des programmes de ActioAid International RDC. Des émissions intéressantes produites ActionAid International ailleurs peuvent y être diffusées.

1.5. Questions relatives à la reconstruction de la paix au Nord- kivu / sécurité physique : récupération des armes à feu d'entre les populations civiles par la société civile

Inspirée tant par l'expérience que par l'histoire, inspirée par le contenu des programmes de la Commission Nationale de Désarmement et Réinsertion (CONADER), le PNUD / COMREC, la Société civile / Nord-Kivu a constaté que la question des armes au sein des civils n'est pas prise en compte ni par les décideurs politiques ni par les Organisations internationales présentes au Nord- Kivu, ni par la MONUC, malgré les enquêtes de Human Right Watch en novembre 2004 (dont le rapport est disponible), les micros baladeurs de la Radio Okapi à Nyabyondo / Masisi, en décembre 2004 ; les enquêtes de la MONUC auxquelles CEREBA était associé à Rutshuru en janvier 2005 et très récemment en octobre 2005 dans l'enquête menée par Human Right Watch à Rutshuru.

Si ces armes semblent dormir pendant cette période, il n'en sera pas ainsi pendant les campagnes électorales deuxième tour où des contradictions entre les militants des partis politiques sont possibles et comme la culture démocratique n'est pas encore enracinée au sein de nos populations, les recours à la violence peut-être éventuel et les armes dormant se réveilleront, et nous pouvons assister à des massacres et peut-être aux génocides et pourtant, des échos et des propositions pour récupérer la situation sont restées lettre morte pour n'atteindre que la répétition de l'histoire de 1994 (Rwanda).

Rappelons que l'histoire et la culture des populations de Rutshuru et Masisi rapprochent celles des Rwandais ! Si les civils nous garantissent aujourd'hui leur disponibilité, leur volonté de remettre ces armes aux moyens des stratégies officielles donc autorisées qui sont facilement acquises grâce aux institutions d'appui à la transition : CEI, l'Observatoire des Droits de l'Homme, la Haute Autorité des Médias, la Commission Vérité et Réconciliation et surtout avec la franche collaboration actuelle entre la 8^e Région militaire, la Police et la Société civile ; nous ne savons pas ce que 2006 nous réserve.

Au cours du mois de décembre 2004, CEREBA a représenté la Société civile de la République Démocratique du Congo à la campagne des populations burundaises pour un monde sans mine anti-personnelle après le sommet de Nairobi sur le déminage : « *Tous ensemble avec fermeté et détermination pou un monde sans mines* ».

Les conséquences des mines anti-personnelles, des armes à feu et armes blanches de 1993-2004 avaient été présentées. L'approche de **déminage des esprits** comme un élément fondamental pour arriver au déminage en tant que tel avait été conçue. CEREBA étant parmi les promoteurs, il croit fermement que les stratégies de récupération des armes à feu réussiront.

Ailleurs dans le pays, l'expérience de récupération des armes a réussi. La société civile du Nord-Kivu, dans les analyses du contexte, les documents d'alertes tels que : *Le Nord- Kivu à la dérive* signé par la Société civile et Campagne pour la paix, dans le Rapport de Human Right Watch,... ne fait que rimer ces refrains : « **Aidez-nous à récupérer les armes entre les mains des civils** ». On peut féliciter les efforts de la 5^e brigade intégrée qui depuis septembre 2005 s'est engagé dans la récupération de certaines armes.

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

Tél. +243 98 67 51 92

<http://www.cereba.populus.ch>
+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

Cependant, nous ne pouvons pas confirmer que c'est vraiment tout. La sensibilisation par la RACOU- Fm du Cereba doit continuer.

Enfin, l'enquête récente sur la sécurité physique, la sécurité humaine, l'affectation des fonds gouvernementaux (appui des ONG) initiée par CCFD et d'autres bailleurs au Nord- Kivu , etc. nous rassure la volonté des uns et des autres pour appuyer un tel programme.

1.6. « Des questions relatives aux urgences, à l'analyse participative des besoins des communautés et l'appui aux activités nées de l'alphabétisation ».

En plus des catastrophes naturelles que connaît le Nord -Kivu (Volcan Nyiragongo en 2002), la sécheresse (mars et avril 2005), les guerres civiles et militaires accentuent la misère de nos populations. En 2005, des éléphants également avait brouté et ont abîmé les champs des populations de deux groupements de Rutshuru. Du 13 au 14, la CUD a débattu avec OCHA, PAM et la MONUC autour de cette question, *un Appel à la solidarité*³ a été lancé.

La CUD est une émanation de la Société civile, mais rendue possible grâce aux moyens de CCFD mis à la disposition de l'équipe TV5 qui a permis la mobilité du CEREBA jusqu'à la sensibilisation des acteurs de la Société civile. Cette CUD, coordonnée par CEREBA a reçu l'appui de la MAS (Méditerranée Afrique Solidarité) et du CCFD-MAE ; elle a reçu des vivres et non vivres du Gouvernement congolais via Caritas / Goma. Tous ces appuis s'inscrivaient dans le cadre d'encadrement, du retour et de la réinstallation des déplacés de Kanyabayonga et de Binza / Rutshuru.

Des questions de renforcement des capacités des membres de la CUD en urgence, des actions possibles d'accompagnement des Retournés (réhabilitation de trois maternités, crédit des tôles, intrants agricoles, semences,... pylône RACOU) avaient été au centre de la rencontre entre la CUD et le Chargé des Missions du CCFD (Afrique centrale et Corne de l'Afrique) en mars 2005.

Des capacités des animateurs du CEREBA ont été renforcées dans l'approche de mobilisation de ressources locales grâce aux outils de la PVA (« *Participatory, Vulnerability Analysis* » : Analyse participative de la vulnérabilité). CEREBA se propose de traduire cet outil en français « *Participatory Vulnerability Analysis, Step- by- step for field staff* » Des actions de développement durable ont été posées en Territoire de Rutshuru grâce à l'appui du CCFD / MAE , ActionAid International RDC, du BOAD à ses partenaires, néanmoins, devant des catastrophes, ces actions se fragilisent (Mouvements des populations, destructions des maisons, sécheresse, éléphants,...).

Ainsi, par ce programme, CUD-CEREBA, dans le cadre de la reconstruction et de la pérennisation des actions de développement durable, veut intéresser ses partenaires à appuyer les activités qui lui ont été proposées.

Aussi, les animateurs veulent- ils apprendre l'APV pour intégrer les communautés dans les démarches qui visent le développement de leurs milieux. Des actions nées de l'alphabétisation qui ressortent de l' APV seront –elles prises en considération.

II. NIVEAUX D'INTERVENTION

2.1. Objectif global

Contribuer à la reconstruction de la Paix, de la démocratisation et du développement de l'Est de la R D Congo.

³ Voir dans les annexes.

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

Tél. +243 98 67 51 92

<http://www.cereba.populus.ch>
+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

2.2. Objectifs spécifiques

- 2.2.1. Faciliter l'intégration sociale – économique des victimes des violences faites aux filles et aux femmes et celle des porteuses du VIH- SIDA,
- 2.2.2. Contribuer à la réforme du système éducatif non formel de la RDC , faciliter la réduction de l'analphabétisme pour la participation des populations majoritairement analphabètes à la gestion de la chose publique et regrouper les facilitateurs au sein du réseau REFLECT;
- 2.2.3. Faciliter aux populations paysannes, majoritairement analphabètes et enclavées l'accès à la formation et à l'information de qualité. (Démocratisations des instances médiatiques en milieu rural)
- 2.2.4. Contribuer à la stabilisation de la Province du Nord – Kivu pendant et après la période électorale par la récupération des armes à feu parmi les populations civiles ;
- 2.2.5. Renforcer les stratégies d'intervention en cas d'urgences à Rutshuru et intégrer les communautés dans l'analyse de leurs situations à la base.

2.3. Récapitulation des programmes d'intervention

- 2.3.1. *Programme d'Appui aux Victimes des Violences sexuelles et aux Porteuses du VIH/SIDA. (PAVIVI)*
- 2.3.2. *Vers la Réforme de l' Education des Adultes, Processus REFLECT.(REAPR)*
- 2.3.3. *La participation citoyenne et bonne gouvernance, (PCBG) ;*
- 2.3.4. *Programme d'Education Populaire (des masses) par le pluralisme médiatique de proximité pour la démocratisation en R D Congo : Radios Rurales au Nord- Kivu (PEPO)*
- 2.3.5. *Programme de Récupération des Armes à Feu d'entre les populations civiles par la société civile Nord- Kivu : Contribution à la restauration de la sécurité physique des populations rurales du Nord- Kivu.(PRAF)*
- 2.3.6. *Stratégies d' Intervention d'Urgence et Analyse Participative de la vulnérabilité (SIUAPV)*

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

Tél. +243 98 67 51 92

<http://www.cereba.populus.ch>

+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

2.4. Récapitulation des cibles, bénéficiaires des programmes et temps cumulé.

Code	Acronymes /Programmes	Activités à mener	Bénéficiaires par an/ Cibles	Exécutants	Temps cumulé par an
2.3.1.	<i>Programme d'Appui aux Victimes des Violences sexuelles et aux Porteuses du VIH/SIDA. (PAVIVI).</i>	Traduction du guide de la culture de Spiruline et des Champignons	30 animatrices des organisations de la Commission Violences sexuelles Nord – Kivu.	Département de promotion Féminine et Protection de l'enfant DFPF et Formatrices de la Commission Violences Sexuelles Nord – Kivu.	Trois jours
		Formation des Animatrices de la Commission violences Sexuelles Nord – Kivu sur la culture de Spiruline et des Champignons	30 animatrices des organisations de la Commission Violences sexuelles Nord – Kivu.		12 mois
		Construction de quatre bassins de spiruline et vulgarisation des champignons pour le rétablissement de la santé des victimes des violences et porteuses du VIH/SIDA.	68 porteuses du VIH/ SIDA		Idem
		Sensibilisation des communautés sur les droits des femmes	189 Victimes des violences sexuelles		Idem
		Counseling et insertion socio- économique des VVS ⁴ : Artisanat , peinture, art culinaire et petits commerces.	18 000 femmes sensibilisées		1 an
		Production et diffusion des émissions sur le VIH- SIDA et VS	255000 auditeurs de la Radio Racou - Fm		1 an
			Total : 18 287		
2.3.2.	<i>Vers la Réforme de l' Education des Adultes, Processus REFLECT.(RE APR)</i>	Atelier de renforcement des capacités. (Animation Cercle REFLECT)	75 éducateurs sociaux	Département d'Etudes et Recherches et Formateurs du Réseau REFLECT	1 an
		Enseignement – Apprentissage.	3000 apprenants dont 2115 femmes paysannes.		
		Plaidoyer pour la Réforme du Système Educatif Non formel.	Ministère de l'Education et Affaires Sociales et Parlement.		
		Construction de l'Institut Secondaire : Andragogie et Développement et Centre de	Elèves du secondaire et alphabétiseurs.		

⁴ VVS, Victimes des violences Sexuelles.

		Formation des Alphabétiseurs Professionnels.			
		Appui au Réseau REFLECT	Organisations impliquées dans le REFLECT.		
		Production des outils d’alphabétisation	Alphabétiseurs/ facilitateurs		
		Organisation de la journée Internationale de l’alphabétisation	Acteurs sociaux		
			Total : 3075 personnes		
	<i>La participation citoyenne et bonne gouvernance, (PCBG)</i>	Atelier de formation des responsables services étatiques sur l’éthique et lutte contre la corruption	30 responsables des services étatiques	Idem	
		Atelier sur l’éducation Civique (Vulgarisation de la constitution)	30 animateurs sociaux		
		Atelier de réflexion sur les questions macro économiques (FMI, Gouvernement et la Société Civile)	30 responsables des syndicats et coalition des travailleurs.		
2.3.3.	(PEPO)	Atelier de formation sur la production radiophonique	30 animateurs et Journalistes de Radios Rurales du Nord – Kivu.	ARCO Nord – Kivu : WACC Londres, IPP, GRET, RATECO	12 mois
		Organisation des Radios Clubs , Clubs d’écoute.	Les auditeurs de 20 radios rurales du Nord – Kivu estimée 1 250 000 auditeurs		12 mois.
			T o t a l : 1 2 8 0 0 0 0		
2.3.4.	(PRAF)	Voyage d’échange d’expérience	30 animateurs des radios rurales et activistes de droits de l’homme. (Masisi et Rutshuru)	Département de défense et vulgarisation des Droits Humains et la Coordination provinciale de la Société Civile en collaboration avec la 8 ^e région militaire,	3 jours de formation.
		Atelier de formation sur les dangers des armes légères.	30 participants à la restitution ⁶ d’échange d’expérience :		Une demi journée.

⁶ Cette réunion de restitution se tiendra dans la salle de réunion de OCHA- Goma.

			Katanga/ Lubumbashi. (ONGI , MONUC et SOCI/NK)	Ministère de l' Intérieur, la CEI la HAM, la ODHO, CVR ⁵ et la MONUC, Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme et PNUD COMREC.	
		Production des théâtres radiophoniques et spots	Auditeurs ⁷ de la radio RACOU FM, estimés à plus de 120 000 habitants		12 mois
		Organisation des concours et remise des cadeaux	Les populations de Rutshuru et Masisi estimés à 1 143 000 habitants ⁸ .		12 mois
			Total : 1 263 060		
2.3.5.	Stratégies d' Intervention d'Urgence et Analyse Participative de la vulnérabilité (SIUAPV)	Atelier sur les principes d'urgences à l'intention de la cellule des urgences de Rutshuru.	30 membres de la CUD	Département de développement Communautaire/ DDC/CUD. CODEZ OCHA	Trois jours de formation.
		Organisation des séances PVA au sein des cercles REFLECT	Environ 2000 ménages apprenants	MONUC, Section Humanitaire.	12 mois
		Appui aux activités nées des CECLES REFLECTS	Environ 93 455 bénéficiaires des actions (Transformation, commercialisation des produits agricoles et éducation de base des femmes paysannes)	Réseau REFLECT	12 mois
			155 paysans mobilisés par la PVA et 27 autorités étiques.	DDC – Action Aid	Trois jours à la base, un jour au niveau des autorités locales et un jour au niveau des autorités de la province.

⁵ Commission Electorale Indépendante,(CEI)Haute Autorité des Médias, (HAM), Observatoire des Droits de l'Homme,(ODHO) et la Commission Vérité et Réconciliation (CVR).

⁷ Après la construction de la pylône, ce chiffre atteindra 277 000 habitants.

⁸ D'une façon indirecte, toute la population du Nord – Kivu estimée à plus ou moins 4 000 000 habitants est concernée.

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.

www.cereba.populus.ch

Tél. +243 98 67 51 92

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

<http://>

+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

2.5. Récapitulation des résultats attendus

Code	Acronymes / Programmes	Activités 2006-2007	Résultats attendus pour 2006
2.3.1.	<i>Programme d'Appui aux Victimes des Violences sexuelles et aux Porteuses du VIH/SIDA. (PAVIVI).</i>	Traduction du guide de la culture de Spiruline et des Champignons	225 livres disponibles pour les associations de lutte contre le VIH / SIDA et accompagnement des porteuses du VIH/SIDA (± 35 organisations, 155 animatrices, 30 animatrices de Commission Violences sexuelles à l'intention des PVIH/SIDA ⁹ estimés à plus ou moins 355 0000 au Nord – Kivu.
		Formation des Animatrices de la Commission violences Sexuelles Nord – Kivu sur la culture de Spiruline et des Champignons	Les capacités de 30 animatrices de Commission Violences sexuelles (30 organisations membres de la Commission) en techniques de la culture de la spiruline et champignons sont renforcées.
		Construction de quatre bassins de spiruline et vulgarisation des champignons pour le rétablissement de la santé des victimes des violences et porteuses du VIH/SIDA.	La santé de 257 VVS dont 68 PVIH/SIDA est rétablie (récupération des vitamines et protéines pour le rétablissement des anticorps.
		Sensibilisation des communautés sur les droits des femmes	18 000 femmes/ filles sensibilisées sur les droits de femmes et le développement.

⁹ Porteurs du VIH / SIDA.

		Counseling et insertion socio- économique des VVS ¹⁰ : Artisanat , peinture, art culinaire et petits commerces.	257 VVS dont 68 PVIH/SIDA sont réintégrée socialement et sont capables de pourvoir à leurs besoins primaires grâce à leurs initiatives génératrices de revenus. Un atelier modèle d'insertion des VVS et PVIH équipés.
		Production et diffusion des émissions sur le VIH-SIDA et VS	
2.3.2.	<i>Vers la Réforme de l' Education des Adultes, Processus REFLECT.(REAPR)</i>	Atelier de renforcement des capacités.	Les capacités de 75 alphabétiseurs et éducateurs sociaux en didactique de l'éducation civique et électorale sont renforcées.
		(Animation Cercle REFLECT) Enseignement – Apprentissage.	Plus ou moins 3000 apprenants s'approprient les notions de l'éducation civique (citoyenneté), électorat et pacification), participent activement au processus électoral en cours en RD Congo.
		Plaidoyer pour la Réforme du Système Educatif Non formel.	La section Andragogie et Développement est agréé pour offrir au pays des alphabétiseurs formés et compétents. Un département de l'éducation non formelle des adultes crée au sein de Min Education.
		Construction de l'Institut Secondaire : Andragogie et Développement.	75 cercles d'alphabétisation des 75 éducateurs formés équipés en fournitures scolaires.
		Appui au Réseau REFLECT	Le fonctionnement du Réseau REFLECT RDC assuré (Echange et Production outils).
		Production des outils d'alphabétisation	1000 exemplaires du manuels en Français et 1000 exemplaires à Kiswahili sont disponibles à l'intention d'environ 557 cercles d'alphabétisation dont 1508 alphabétiseurs / éducateurs sociaux encadrant environ 45 250 apprenants dont environ 36 758 femmes.
2.3.3	<i>La participation citoyenne et bonne gouvernance, (PCBG)</i>	Atelier de formation des responsables services étatiques sur l'éthique et lutte contre la corruption	30 responsables des services étatiques sont informés sur les méfaits de la corruption et s'engagent à changer de mentalité
		Atelier sur l'éducation Civique (Vulgarisation de la constitution)	30 animateurs sociaux capables de vulgariser le contenu de la constitution.
		Atelier de réflexion sur les questions macro économiques (FMI, Gouvernement et la Société Civile)	30 responsables des syndicats et coalition des travailleurs s'approprient le contenu des accords FMI et Gouvernement et formulent leurs engagement de faire le suivi de ces accords par rapport aux attentes des populations.

¹⁰ VVS, Victimes des violences Sexuelles.

2.3.4.	(PEPO)	Production des émissions radio diffusées : Education Civique/ Citoyenneté, Déminage des esprits et conséquence des armes à feu au sein de la population civile, Bonne Gouvernance, Droits de l'homme, Electorat et la Constitution, Loi référendaire constitutionnelle.	7 émissions produites et enregistrées et multipliées sur des supports (K7 et CD), et vendues aux 20 radios rurales de l' ARCO Nord – Kivu, aux 12 radios rurales de l' ARCO Sud – Kivu et 16 radios rurales de l'ARCO / Provinces orientales.
		Construction de Pylône RACOU- FM	277 000 habitants du territoire de Rutshuru captent la RACOU – FM et sont sensibilisés sur le Processus de Paix et démocratisation en RD Congo.
2.3.5.	(PRAF)	Echange d'expérience sur la récupération des armes par la SOCI cas du Katanga/ Lubumbashi	2 activistes et formateurs à l'intention du programme de récupération d'armes détenues par les civiles au Nord – Kivu.
		Formalités administratives relatives à la récupération des armes au niveau national et Provincial.	Les autorisations de Min. Intérieur acquises.
		Réunion de restitution de l'expérience du Katanga/ Lubumbashi et présentation du document de stratégies et cartographie de la récupération des armes à feu entre les mains des civils au Nord – Kivu.	30 participants des ONGI, MONUC et la Coordination de la SOCI ¹¹ - Nord Kivu sont informés du programme et définissent leur mode d'implication ou participation.
		Formation des animateurs, journalistes et activistes des droits de l'homme sur le journalisme d'investigation et les stratégies de récupération d'armes à feu d'entre les civils.	Les capacités de 30 journalistes/ animateurs / Activistes des droits de l' homme renforcées en journalisme d'investigation et les stratégies de récupération d'armes à feu d'entre les civils.
		Sensibilisation à la remise volontaire des armes à feu.	Plus de 277 000 auditeurs de la RACOU en territoire de Rutshuru et habitants de Nyabyondo – Masisi sont sensibilisés sur la remise volontaire des armes à feu et méfaits des armes à feu.
		La récupération des armes à feu (Rutshuru et Nyabyondo/Masisi.)	Plus de 100 armes à feu récupérées.
		Appui aux initiatives des volontaires à la remise des armes à feu.	50 initiatives génératrices des revenus des volontaires à la remise des armes à feu appuyées.
2.3.6.	Stratégies d' Intervention	Atelier sur les principes d'urgences à l'intention de la cellule des urgences de Rutshuru.	Les capacités de 30 membres de la CUD sont renforcées en déontologie des chargés des actions humanitaires lors des désastres,

¹¹ SOCI : Société Civile.

d'Urgence et Analyse Participative de la vulnérabilité (SIUAPV)		capables d'intervenir efficacement en cas de catastrophe humanitaire.
	Appui aux structures sanitaires : maternités détruites.	Trois maternités équipées. Nyakakoma, Rwindi et Kanyabayonga.
	Reconstruction des maisons (brûlées et détruites) des retournés.	50 maisons construites, 350 retournés réinstallés grâce au crédit des tôles. (Pour la première étape) Les activités de la CUD pérennisées grâce au crédit des tôles.
	Organisation des séances PVA au sein des cercles REFLECT	500 micro projets communautaires sont élaborés
	Appui aux activités nées des CECLES REFLECTS	70 % des micro projets sont appuyés

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.
www.cereba.populus.ch
Tél. +243 98 67 51 92

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

<http://>

+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

2.6. Chronogramme d'activités/des Programmes

Code	Acrony- mes/Programme	ACTIVITES 2006-2007 ¹²	1 ^{ère} année				2 ^e année				3 ^e année				4 ^e année				
			1 ¹³	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	
2.3.1.	<i>Programme d'Appui aux Victimes des Violences sexuelles et aux Porteuses du VIH/SIDA. (PAVIVI).</i>	Traduction du guide de la culture de Spiruline et des Champignons																	
		Formation des Animatrices de la Commission violences Sexuelles Nord – Kivu sur la culture de Spiruline et des Champignons																	
		Construction de quatre bassins de spiruline et vulgarisation des champignons pour le rétablissement de la santé des victimes des violences et porteuses du VIH/SIDA.																	
		Sensibilisation des communautés sur les droits des femmes																	
		Counseling et insertion socio- économique des VVS ¹⁴ : Artisanat , peinture, art culinaire et petits commerces.																	
2.3.2.	<i>Vers la Réforme de l' Education des Adultes, Processus REFLECT.(REAPR)</i>	Production et diffusion des émissions sur le VIH- SIDA et VS																	
		Atelier de renforcement des capacités.																	
		(Animation Cercle REFLECT) Enseignement – Apprentissage.																	
		Plaidoyer pour la Réforme du Système Educatif Non formel.																	
		Construction de l'Institut Secondaire : Andragogie et Développement à Goma et Centre de Formation des Alphabétiseurs Professionnels à Rutshuru.																	
Appui au Réseau REFLECT																			
Code	Programmes	Activités	1^{ère} année				2^e année				3^e année				4^e année				
			1¹⁵	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	
2.3.3.	<i>La participation</i>	Production des outils d'alphabétisation et construction du Centre																	

¹² Ces activités concernent que l'année 2006 et pour d'autres années elles seront changées ou adaptées selon les contextes.

¹³ Ces colonnes représentent des trimestres.

¹⁴ VVS, Victimes des violences Sexuelles.

¹⁵ Ces colonnes représentent des trimestres.

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.

www.cereba.populus.ch

Tél. +243 98 67 51 92

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

<http://>

+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.
www.cereba.populus.ch
Tél. +243 98 67 51 92

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr

<http://>

+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

2.7. Coordination des programmes et méthodes d'intervention pendant et après la transition en R D Congo.

L'exécution des programmes est thématique. Les 5 chefs de départements du CEREBA aident à la coordination des programmes selon que le contenu cadre avec leurs activités. Les animatrices, les animateurs et journalistes ainsi que les alphabétiseurs sont parmi les exécutants de cette convention. Un cahier des charges détaillé sera élaboré en vue de définir qui ?, quoi ?, où ?, quand ?, avec qui ?, avec quoi ?... Quelle que soit la durée de travail des exécutants, des contrats seront élaborés en vue de situer des responsabilités. Il en sera comme ce fut lors des interventions au niveau de la CUD. Chaque responsable d'un programme constitue un comité élargi reprenant tous les intervenants de son programme et participe au monitoring thématique de OCHA en vue d'éviter le chevauchement ainsi que pour harmoniser avec d'autres intervenants de la Province. Le Directeur du CEREBA est le coordonnateur du programme et participera aux différents conseils des comités pour vérifier si les intervenants restent dans la planification et poursuivent les objectifs.

Les différentes enquêtes réalisées dans la Province aux quelles nous avons soit participé soit avons des copies des rapports et maîtrisons les circonstances, les rapports d'activités de différents départements du CEREBA sont autant d'éléments qui ont justifié le diagnostic ou études préliminaires des différents programmes de cette convention. Au sein de l'équipe provinciale d'analyse des contextes, facilitée par la société civile, CEREBA est le point focal depuis janvier 2005. Il en est de même dans les programmes de lutte contre les violences sexuelles et celui de l'IFES- NDI dont CEREBA est le point focal en territoire de Rutshuru. La Coordination provinciale de la Société Civile, la Société civile urbaine, le CRONGD Nord- Kivu font partie de ce cadre.

Malgré ces études, chaque programme, pour bien commencer, devra actualiser les attentes et les craintes de ses bénéficiaires pour qu'elles soient prises en compte dans l'exécution et pour ainsi éviter l'échec éventuel. La récolte des attentes et craintes interviendra quelques jours avant l'exécution. Elle se fera au moyen d'une fiche (questionnaire) qui sera dépouillée par l'équipe pédagogique interdépartementale. Bref, à tous les niveaux, la méthode est participative. Pour les ateliers, il s'agit des travaux en équipes, les restitutions de travaux en équipes, l'utilisation des différents outils de travail dont les manuels et syllabus. Pour les journalistes animateurs des radios, la production des émissions est une résultante d'entretien des bénéficiaires, des auteurs des violations, des responsables étatiques, des responsables de la société civile, des experts des ONGI et ou de la MONUC qui s'expliqueront au micro sur tels faits et tels autres. L'observatoire des médias au niveau de Haute Autorité des Médias provinciale devra assister à la censure en vue d'éviter des dérapages. Lors de réalisations des émissions, des auditeurs devront s'exprimer sur leur satisfaction ou devront informer les utilisateurs des radios rurales si telle spécificité n'a pas été prise en compte alors qu'elle est pertinente.

Département	Chef de département	Qualification/ Expérience	Programme	Avec quels autres organisations ?
Etudes et recherches en éducation de base./ DERC	Charles Kyamuramba et Kawele wa Mulumba.	Formateur andragogue, auteurs des plusieurs articles et Précis de l'éducation civique.	Alphabétisation	Plateru et PEDAK ¹⁶
Défense et Vulgarisation des Droits Humains/ DVDH	Maître Médiatrice Mwavingi.	Juriste L ₂ , membre de la Sous Commission : Assistance Judiciaire aux Victimes des violations des droits de l'homme	PRAF	Les Organisations des Droits de l' Homme, HAM, CEI, ODHO, CVR, MONUC et 8 ^e Région Militaire, Min Intérieur.
Promotion Féminine et Protection de l' Enfant.	Evelyne KIVUYA	Formée par CEA, Francophonie Afrique et Haut Commissariat pour les Droits de l' Homme/ Afrique à Ouagadougou est animatrice principale du CEREBA.	PAVIVI	Commission Violences sexuelles. Section Violences Sexuelles MONUC.
Communication	Evaryste Kimuhotire	Chef des Programmes de la RACOU FM , Formé par URTUNA de Ouagadougou.	PEPO	ARCO, RATECO et UNPC, Radio Okapi.
Développement Communautaire.	Sothène Maombi	Chargé de planification et évaluation au sein du CEREBA.	Urgence et PVA	CODEZ, CUD et OCHA.

2.8. Montants globaux par année

Voir Budget

2.9. Evaluation, lisibilité et pérennisation des acquis des programmes pendant et après la transition en R D Congo

Evaluation

Les différentes évaluations seront réalisées par rapport aux objectifs spécifiques des programmes, par rapports aux résultats attendus au sein des programmes, par rapport au temps réel qui sera fixé par les intervenants et bénéficiaires de chaque programme, par rapport aux moyens mis en œuvre pour réaliser les activités. Ceci permettra de situer les niveaux de satisfaction des bénéficiaires directs et d'identifier des effets multiplicateurs intervenus.

¹⁶ Programme d'Education des Adultes au Kivu, initié par EPER/ Suisse et IDEA prônant la pédagogie du texte.

Les différents indicateurs permettront de quantifier les résultats. Pour chaque programme, un canevas d'évaluation sera élaboré. Les rapports d'évaluation seront périodiques et pourront être expédiés aux responsables des volets (programmes) avec copie à la direction du CEREBA qui produit des synthèses des rapports détaillés en vue de les transmettre au partenaires, aux autres intervenants et aux services étatiques spécialisés ou concernés.

Lisibilité

La production des outils, guides des animateurs, la construction du pylône pour RACOU – FM, la réhabilitation des maisons de retournés, la construction de quatre bassins de la spiruline et jardins potagers et champignons, l'équipement d'un atelier de réinsertion des Victimes des Violences Sexuelles et Porteuses de VIH/SIDA, les champs cultivés par les Déplacés/ Retournés qui auront bénéficié d'intrants et semences agricoles, les radios qui vont rediffuser des émissions produites sont autant de faits qui justifient la lisibilité des programmes de cette convention.

Pérennisation

Le fait qu'au niveau des programmes, il y aura soit des outils (livre, K7, CD,) et des initiatives qui réunissent les bénéficiaires pendant une période donnée, le fait qu'au niveau des plate-formes thématiques et régionales les intervenants sont impliqués, le fait que pour le programme dont les acteurs sont permanents et méritent la subvention du Gouvernement et que CEREBA sera en train d'harmoniser avec les services, les divisions et ministères de tutelle pour leurs mécanisation, ceci justifie que pendant et après la transition, les acquis de cette convention seront pérennisés et se multiplieront.

III. PROGRAMMES D'INTERVENTION

3.1. Programme d'appui aux Victimes des Violences Sexuelles et Porteuses du VIH-SIDA

3.1.1. Objectif global du programme pour l'année 2007.

Faciliter l'intégration sociale – économique des Victimes des Violences Sexuelles faites aux filles et aux femmes et des Porteuses du VIH- SIDA.

3.1.2. Objectifs spécifiques du programme pour l'année 2007.

- Rendre disponibles les documents guides de la culture de la spiruline et des champignons au niveau des associations de lutte contre le VIH SIDA et d'accompagnement des VVS¹⁷ et PVIH,¹⁸
- Renforcer les capacités des animatrices des organisations membres de la Commission violences sexuelles en techniques de la culture de la spiruline et du champignon.
- Contribuer à l'amélioration de la santé des VVS et PVIH ;
- Faciliter l'insertion sociale des femmes VVS et PVIH.

3.1.3. Cible et bénéficiaires du programme pour l'année 2007.

¹⁷ Victimes des Violences Sexuelles

¹⁸ Porteuses du VIH

- 30 animatrices des organisations de la Commission Violences sexuelles Nord – Kivu
- 257 Victimes des violences sexuelles dont 68 Porteuses du VIH/ SIDA.
- 18 000 femmes sensibilisées

3.1.4. Activités prévues pour l'année 2007.

- Traduction du guide de la culture de Spiruline et des Champignons
- Formation des Animatrices de la Commission violences Sexuelles Nord – Kivu sur la culture de Spiruline et des Champignons
- Construction de quatre bassins de spiruline et vulgarisation des champignons pour le rétablissement de la santé des victimes des violences et porteuses du VIH/SIDA.
- Sensibilisation des communautés sur les droits des femmes
- Counseling et insertion socio- économique des VVS: Artisanat , peinture, art culinaire et petits commerces.
- Suivi et évaluation des activités.

3.1.5. Résultats attendus pour l'année 2007.

- 225 livres disponibles pour les associations de lutte contre le VIH / SIDA et accompagnement des porteuses du VIH/SIDA (± 35 organisations, 155 animatrices, 30 animatrices des organisations membres de la Commission Violences sexuelles à l'intention des PVIH/SIDA estimés à plus ou moins 355 0000 au Nord – Kivu.
- Les capacités de 30 animatrices de Commission Violences sexuelles (30 organisations membres de la Commission) en techniques de la culture de la spiruline et des champignons sont renforcées.
- La santé de 257 VVS dont 68 PVIH/SIDA est rétablie (récupération des vitamines et protéines pour le rétablissement des anticorps.
- 18 000 femmes/ filles sensibilisées sur les droits de femmes et le développement.
- 257 VVS dont 68 PVIH/SIDA sont réintégrées socialement et sont capables de pourvoir à leurs besoins primaires grâce à leurs initiatives génératrices de revenus. Un atelier modèle d'insertion des VVS et PVIH équipé.

3.2. Stratégies de renforcement de la participation citoyenne des populations majoritairement analphabètes : Education civique et électorale du système non formel

3.2.1. Objectif global du programme pour l'année 2007.

Faciliter la participation des populations majoritairement analphabètes à la restauration de la bonne gouvernance en RDCongo.

3.2.2. Objectifs spécifiques du programme pour l'année 2007.

- Renforcer les capacités de 75 éducateurs/ alphabétiseurs dans la didactique de la citoyenneté (éducation civique), éducation à la paix et la lutte contre la corruption en direction des jeunes et des adultes du système éducatif non formel.
- Faciliter aux apprenants les bonnes conditions d'enseignement – apprentissage aux apprenants (jeunes et adultes) de 225 cercles REFLECT du Nord et Sud Kivu.
- Faciliter l'intégration de femmes apprenantes dans la gestion politique administrative à la base (candidates aux élections communales / structures locales de dix ménages, chefs d'avenues et chefs de quartiers) et participation des 3000 apprenants aux processus électoral à la base ;

- Faciliter l'insertion économique des 3000 apprenant (e)s.

3.2.3. Cible et bénéficiaires du programme pour l'année 2007.

- 75 Educateurs sociaux
- 225 cercles d'alphabétisation
- 3000 apprenants dont 2115 femmes paysannes.

3.2.4. Activités prévues pour l'année 2007.

- Traduction et multiplication du manuel : Précis de l'éducation civique et électorale : Formation aux prenants du système non formel en RD Congo.
- Formation des alphabétiseurs et éducateurs sociaux, distribution des auxiliaires pédagogiques et appui en fournitures scolaires en REFLECT
- Enseignement – apprentissages : éducation civique, éducation à la paix et l'électorat.
- Construction du Centre de Formation des Facilitateurs professionnels à Rutshuru.
- Appui aux initiatives nées de l'alphabétisation (agriculture et intégration des femmes apprenantes dans la gestion politique à la base.)
- Suivi et évaluation des activités.

3.2.5. Résultats attendus pour l'année 2007.

- 1000 exemplaires du manuel en Français et 1000 exemplaires à Kiswahili sont disponibles à l'intention d'environ 557 cercles d'alphabétisation dont 1508 alphabétiseurs / éducateurs sociaux encadrant environ 45 250 apprenants dont environ 36 758 femmes.
- Les capacités de 75 alphabétiseurs et éducateurs sociaux en didactique de l'éducation civique et électorale sont renforcées.
- Centre de Formation des Facilitateurs professionnels est construit à Rutshuru.
- 75 alphabétiseurs / éducateurs sociaux formés en REFLECT et les 557 cercles d'alphabétisation identifiés par CEREBA équipés en auxiliaires pédagogiques adaptés.
- Cercles d'alphabétisation des 75 éducateurs formés en REFLECT et équipés en fournitures scolaires.
- Plus ou moins 3000 apprenants s'approprient les notions de l'éducation civique (citoyenneté), Lutte contre la corruption et pacification), participent activement au processus d'instauration de la bonne gouvernance en RD Congo.
- Plus ou moins 1000 initiatives nées de l'alphabétisation appuyées.

3.3. Programme de l'éducation populaire (de masses) par le pluralisme médiatique de proximité pour la démocratisation en RD Congo : Radios rurales

3.3.1. Objectif global du programme pour l'année 2007.

Faciliter aux populations paysannes, majoritairement analphabètes et enclavées l'accès à la formation et à l'information. (Démocratisations des instances médiatiques en milieu rural).

3.3.2. Objectifs spécifiques du programme pour l'année 2007.

- Faciliter la production des émissions de l'éducation civique, citoyenneté, bonne gouvernance, droits de l'homme, sécurité physique et électorat à l'intention des radios rurales du Nord – Kivu
- Contribuer au renforcement de la participation des populations rurales à la bonne gouvernance en RD Congo.

- Permettre aux habitants de toute la collectivité de Bwisha en territoire de Rutshuru l'accès aux émissions de la RACOU – FM.

3.3.3. Cible et bénéficiaires du programme

- 30 animateurs et Journalistes de Radios Rurales du Nord – Kivu.
- 20 radios rurales du Nord – Kivu estimée
- 1 250 000 auditeurs

3.3.4. Activités prévues pour l'année 2007.

- Identification de 30 journalistes de 20 radios rurales du Nord - Kivu
- Production des émissions radio diffusées : Education Civique/ Citoyenneté, Déminage des esprits et conséquence des armes à feu au sein de la population civile, Bonne Gouvernance, Droits de l'homme, Electorat et la Constitution, Loi référendaire constitutionnelle.
- Distribution et diffusion des émissions produites.
- Construction de station et du pylône de la RACOU – FM ;
- Suivi et évaluation des activités.

3.3.5. Résultats attendus pour l'année 2007.

- 7 émissions produites, enregistrées, multipliées sur des supports (K7 et CD), et vendues aux 20 radios rurales de l' ARCO Nord – Kivu, aux 12 radios rurales de l' ARCO Sud – Kivu et 16 radios rurales de l'ARCO / Provinces orientales.
- 277 000 habitants du territoire de Rutshuru captent la RACOU – FM et sont sensibilisés sur le Processus de Paix et démocratisation en RD Congo.

3.4. Programme de récupération des armes à feu d'entre les populations civiles par la société civile : Contribution à la Sécurité Physique de populations du Nord – Kivu.

3.4.1. Objectif global du programme pour l'année 2007.

Contribuer à la stabilisation de la Province du Nord – Kivu pendant et après la période électorale par la récupération des armes à feu parmi les populations civiles.

3.4.2. Objectifs spécifiques du programme pour l'année 2007.

- Renforcer les capacités des animateurs des radios rurales et activistes ruraux en « *journalisme d'investigation* » et *counselling* auprès des civils détenteurs d'armes ;
- Sensibiliser les communautés à la remise volontaire des armes à feu se trouvant entre les mains des populations civiles ;
- Déduire plus de 95% des armes se trouvant entre les mains des civils.
- Appuyer des actions économiques des volontaires en vue d'attirer l'attention des autres détenteurs civils d'armes.

3.4.3. Cible et bénéficiaires du programme pour l'année 2007.

- 30 animateurs des radios rurales et activistes de droits de l'homme.
- (Masisi et Rutshuru).

- 30 participants à la restitution¹⁹ d'échange d'expérience Katanga/ Lubumbashi. (ONGI , MONUC et SOCI/NK).
- 120 000 auditeurs²⁰ de la radio RACOU FM.
- 1 143 000 habitants de Rutshuru et Masisi.

3.4.4. Activités prévues

- Echange d'expérience sur la récupération des armes par la SOCI cas des territoires u Katanga/ Lubumbashi, Ituri et réalisation des formalités administratives relatives à la récupération des armes au niveau national et Provincial.
- Réunion de restitution de l'expérience du Katanga/ Lubumbashi et présentation du document de stratégies et cartographie de la récupération des armes à feu entre les mains des civils au Nord – Kivu.
- Formation des animateurs, journalistes et activistes des droits de l'homme sur le journalisme d'investigation et les stratégies de récupération d'armes à feu d'entre les mains des civils.
- Sensibilisation à la remise volontaire des armes à feu.
- La récupération des armes à feu (Rutshuru et Nyabyondo/Masisi.)
- Appui aux initiatives des volontaires à la remise des armes à feu.
- Suivi et évaluation des activités.

3.4.5. Résultats attendus pour l'année 2007.

- Les expériences de 2 activistes et formateurs en récupération d'armes sont renforcées et le document détaillé de stratégies de récupération des armes à feu détenues par les civiles au Nord – Kivu élaboré et les autorisations de Min. Intérieur acquises.
- 30 participants des ONGI , MONUC et la Coordination de la SOCI²¹- Nord Kivu sont informés du programme et définissent leur mode d'implication ou participation.
- Les capacités de 30 journalistes/ animateurs / Activistes des droits de l' homme renforcées en journalisme d'investigation et les stratégies de récupération d'armes à feu d'entre les mains des civils.
- Plus de 277 000 auditeurs de la RACOU en territoire de Rutshuru et habitants de Nyabyondo – Masisi sont sensibilisés sur la remise volontaire des armes à feu et méfaits des armes à feu.
- Plus de 100 armes à feu sont récupérées.
- 50 initiatives génératrices des revenus des volontaires à la remise des armes à feu (désarmés volontairement) appuyée.

3.5. Stratégies de la réduction de la vulnérabilité des populations déplacées des guerres et/ou retournées comme moyen de pérennisation des acquis des autres projets durables : Gestion des catastrophes et Analyse participative de la Vulnérabilité par la Commission des Urgences pour le Déplacés /CUD.

3.5.1. Objectif global du programme pour l'année 2007.

Contribuer aux réhabilitations des retournés et déplacés des guerres et à la réduction de degré de vulnérabilité des populations de Rutshuru.

3.5.2. Objectifs spécifiques du programme pour l'année 2007.

¹⁹ Cette réunion de restitution se tiendra dans la salle de réunion de OCHA- Goma.

²⁰ Après la construction de la pylône, ce chiffre atteindra 277 000 habitants.

²¹ SOCI : Société Civile.

- Renforcer les capacités des membres de la commission d'urgence /CUD en déontologie des chargés des actions humanitaires lors des désastres, capables d'intervenir efficacement en cas de catastrophe humanitaire.
- Faciliter l'intégration et insertion sociale, sanitaire et économique des retournés des guerres (victimes des catastrophes) ;
- Contribuer à la pérennisation des actions du CEREBA en territoire de Rutshuru.

3.5.3. Cible et bénéficiaires du programme pour l'année 2007.

- 30 membres de la Commission des Urgences pour les Déplacés des guerres.
- 2000 ménages de retournés / Déplacés des guerres en territoire de Rutshuru soit environ 14 000 personnes.
- 93 455 bénéficiaires des actions du CEREBA dans le cadre de son partenariat avec CODEZ (Transformation, commercialisation des produits agricoles et éducation de base des femmes paysannes)
- 155 paysans et 27 autorités étatiques.

3.5.4. Activités prévues pour l'année 2007.

- Formation des membres de la CUD sur la déontologie des chargés des actions humanitaires lors des désastres.
- Appui aux structures scolaires détruites.
- Reconstruction des maisons (brûlées et détruites) des retournés.
- Appui en intrants et semences agricoles.
- Suivi et évaluation des activités.

3.5.5. Résultats attendus pour l'année 2007.

- Les capacités de 30 membres de la CUD en déontologie des chargés des actions humanitaires lors des désastres sont renforcées, et sont capables d'intervenir efficacement en cas de catastrophe humanitaire.
- Trois écoles primaires réhabilitées et équipées. Nyakakoma, Rwindi et Kanyabayonga.
- 50 maisons construites, 350 retournés réinstallés grâce au crédit des tôles. (Pour la première étape) ;
- 2000 ménages appuyés en intrants et en semence agricoles.
- Les activités de la CUD pérennisées grâce au crédit des tôles.
- paysans et 27 autorités paysans mobilisés par la PVA ; les ressources locales mobilisées pour ressources des causes/ conséquences de la vulnérabilité.

IV. L'IMPLICATION DES ACTEURS ETATIQUES ET NON ETATIQUES

4.1. Implication des acteurs de la société civile

La Coordination Provinciale de la société civile étant promotrice du projet, elle en assurera le suivi et évaluation. La coordination de la convention au niveau du CEREBA n'est que technique et administrative. Néanmoins, le comité de pilotage au niveau de la coordination inclura d'autres acteurs de la société civile provinciale.

Les organisations qui exécutent, les organisations qui bénéficient des acquis de cette convention et les cibles directes sont des acteurs de la Société Civile. Ainsi, ce projet est élaboré par et pour la société civile.

4.2. Implication des acteurs étatiques et institutions d'appui à la transition de la RDC

4.2.1. Niveau national

Le CEREBA est partenaire du Ministère des Affaires Sociales. Il rend compte au Ministre des Affaires Sociales. Le contenu de ce projet qui fait appel aux autres Ministères et Institution sera facilité par le Ministère des Affaires Sociales.

Le Ministère de l'Intérieur intervient car il a en sa charge la sécurité des populations, or, la question de port illégal d'armes à feu est une question de sa compétence. Et comme, le port illégal est une infraction, quelle que soit la remise volontaire des armes, la justice doit en être informée. Les autorités locales administratives sont du Ministère de l'Intérieur, elles ont besoin de son autorisation pour faciliter une telle action. Le port d'arme est une question militaire, or ces armes sont entre les mains des civils qui sont sensés être protégés par la Police, et la Police et l'armée, les deux relèvent de la compétence du Ministère de l'Intérieur en collaboration avec la Défense et sécurité.

Quatre institutions d'appui à la démocratie dans le gouvernement de transition devront être impliquées dans ce projet. Il s'agit de la Commission Electorale Indépendante qui a préfacé le Manuel « *Précis de l'Education Civique et Electorale : Formation aux apprenants du système éducatif non formel* » dont CEREBA est auteur ; la Haute Autorité de Médias qui a en sa charge l'observatoire des contenus des médias et réglementation par rapport aux processus de la transition. La RACOU – FM ayant été identifiée par elle, membre de l' ARCO qui en est partie prenante, il est certain que son implication soit effective. Et comme le port illégal d'arme fait appel à la violation des droits de l'homme, la Commission d' Observatoire des Droits de l'Homme et la Commission Vérité et Réconciliation sont impliquées dans ce projet.

Les mécanismes de collaboration avec les partenaires cités ci- hauts seront définis dans des documents spécifiques par programme.

4.3. Implication de la communauté internationale et les Nations Unies : Du CEREBA- PARTENAIRES aux organisations internationales de Goma et la MONUC , du CEREBA- BAILLEURS à l'EURAC et à l' Union Européenne

Les partenaires par leur intervention ponctuelle à l'Est de la RDC, même pendant les hostilités au Kivu/R D Congo, s'emprennent des questions sociales, politiques et économiques qui affectent la société civile et qui peuvent influencer la dégradation des relations entre les populations civiles de Pays des Grands Lacs qui reçoivent leurs subventions. Déterminé à accompagner le processus de Paix dans la sous région des Grands Lacs en général et en R D Congo en particulier, certains bailleurs (Action Aid International au Congo, CCFD, CECI – ACIPA) se sont impliqués, dans une certaine mesure, dans la résolution des problèmes soulevés dans ce projet.

Chaque vendredi, CEREBA participe aux réunions d'échange d'information entre les ONGI, la MONUC et la Société Civile au niveau de OCHA. Les problèmes soulevés dans ce projet sont également la préoccupation de certaines organisations mais qui ne définissent aucun mécanisme d'y parvenir. Peut-être serait-ce par crainte ou pessimisme ! Ces problèmes handicapent à quelques niveaux le bon déroulement des activités de certains intervenants. De ce fait, les sections Droits de

Adresse : B.P.387 GOMA- RDC.
Tél. +243 98 67 51 92

e-mail : jeanbaptistcereba@yahoo.fr
+243 81 16 09 814

Bureau : Boulevard Kanyamuhanga , Avenue des Acacias, Du Gouverneur N° 99/08 , Ville de Goma- Nord Kivu (RDC)

l'Homme, Politique, Election et Violences Sexuelles au sein de la MONUC, seront impliquées dans l'exécution du présent projet.

Le Haut Commissariat des Droits de l'Homme, OCHA et Human Right Watch qui sont partenaires du CEREBA, Action Aid R D Congo seront impliqués dans l'un ou autre programme de cette convention.

V. LES RAPPORTS ET AUTRES MOYENS DE VERIFICATION

Les rapports à produire seront de trois types. Les rapports financiers, les rapports narratifs et monitoring.

Ceux-ci sont élaborés par les exécutants des programmes qui s'adressent à la direction du CEREBA qui, à son tour, en fait la synthèse à l'intention des bailleurs et d'autres partenaires.

Les moyens de vérifications sont les documents (comptables et autres), les photos, les CD, les images sur cassettes Vidéo, les actions réalisées sur le terrain et les témoignages enregistrés des bénéficiaires.

VI. CONCLUSION

Des fois, les moyens ont toujours été à la base de plusieurs échecs au niveau des actions de la société civile et pourtant la volonté des acteurs est là. Aussi, des efforts pour surmonter cette barrière sont-ils nécessaires en vue de considérer les intérêts supérieurs et généraux des populations. Si l'égoïste s'attire des conséquences, il n'en est pas moins de ceux qui de près ou de loin ne considèrent pas la solidarité avec les démunis comme moyen de sécurité physique permanent.

Ambition ou souci de voir la Paix et la Démocratie en péril ou confisquées à l'Est de la R D Congo, la Société Civile du Nord – Kivu espère lancer son appel, son alerte aux bailleurs qui sont restés attentifs aux oreilles des congolais mêmes quand des preuves visibles des violations des droits de l'homme restés offusqués à la Communauté Internationale présente au Nord – Kivu.

Les 5 programmes qui constituent la présente convention peuvent être modifiés par rapport aux moyens disponibles. Dans ce cas cela devra affecter également les résultats escomptés.

Fait à Goma, le 25 septembre 2006

Jean Baptiste KAMBALE KIYANA MALEKESA

Directeur du CEREBA.